

Communiqué de Presse

Paris, 30 septembre 2009

Guinée Conakry : massacre et arrestations. La junte au pouvoir révèle son vrai visage !

Les organisations signataires, actives en Guinée, condamnent avec la plus grande fermeté la violente répression survenue le 28 septembre à Conakry, à l'occasion de manifestations pacifiques organisées pour protester contre la candidature de Moussa Dadis Camara à la prochaine élection présidentielle.

Les organisations signataires, qui viennent de tenir à Paris une semaine de concertation avec leurs partenaires guinéens, appellent la communauté internationale à se mobiliser de toute urgence pour mettre un terme aux graves violations des droits de l'Homme perpétrées et à réagir fermement face aux exactions de la junte militaire du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD) dirigé par le capitaine Moussa Dadis Camara depuis décembre 2008.

Selon les informations recueillies, les militaires auraient violemment réprimé les manifestations en tirant à balles réelles causant au moins 157 morts, plus de 1.250 blessés et de nombreuses femmes auraient été victimes de violences sexuelles. Il semble que la plupart des leaders de l'opposition présents sur les lieux aient été violemment pris à partie et, pour certains, arrêtés arbitrairement.

Comme en 2007, le bilan de cette répression sera difficile à établir. Des militaires auraient procédé au ramassage des corps des victimes des exactions, par exemple à l'hôpital Ignace Deen de Conakry. En 2007, les marches de janvier et février avaient fait plus de 180 morts. Les chefs de la répression de 2007 sont ceux qui aujourd'hui dirigent la junte.

Les organisations signataires tiennent à affirmer leur soutien à la société civile guinéenne qui se bat pacifiquement au sein des Forces vives pour que soient organisées enfin en Guinée Conakry des élections libres et transparentes, permettant que la Guinée accède enfin à la démocratie et au développement.

Elles demandent instamment aux autorités en place de procéder immédiatement à la libération de toutes les personnes détenues dans le cadre de cette répression, de garantir l'intégrité physique de tous les Guinéens, de rétablir sans délai les libertés individuelles et collectives. Elles rappellent aux autorités et aux forces de sécurité guinéennes qu'elles sont tenues, de par les conventions internationales ratifiées par la Guinée, au respect et à la protection en toutes circonstances de l'intégrité physique des individus et qu'elles seront considérées comptables et responsables de leurs actes.

Elles interpellent la Communauté internationale pour que soient immédiatement prises des sanctions ciblées contre les responsables de la junte et leurs proches afin que ces crimes ne restent pas impunis. Elles appellent la France à peser de tout son poids au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU afin que soit rapidement mise en place une commission internationale indépendante d'identification des faits et exigeant des actes forts de la part des autorités pour lutter contre l'impunité des auteurs de ces crimes.

Elles demandent enfin que le CNDD respecte ses engagements d'organiser des élections libres et démocratiques et de se tenir à l'écart du pouvoir.

Cités Unies France

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement – Terre solidaire – CCFD

Comité Français pour la Solidarité Internationale - CFSI

Confédération Générale du Travail - CGT

Coopération Atlantique Guinée 44

Etudiants et Développement

Franças Pays de la Loire

Ligue des Droits de l'Homme – LDH

Solidarité Laïque